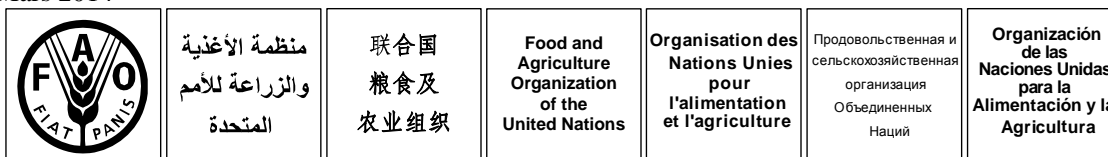


Mars 2014

F



# Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

## VINGT-HUITIÈME SESSION

Tunis (Tunisie), 24-28 mars 2014

## LA PROTECTION SOCIALE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

### Table des matières

- I. Introduction
- II. Protection sociale, sécurité alimentaire, agriculture et développement rural
- III. Le rôle de la FAO en matière de protection sociale dans le secteur de l'agriculture
- IV. Appui aux activités prévues en matière de protection sociale en Afrique
- V. Pour en savoir plus

### Résumé

Depuis 2004, les États membres de l'Union africaine voient de plus en plus dans la protection sociale une stratégie essentielle à la réduction de la pauvreté, à la concrétisation de la sécurité alimentaire et au développement social. À leur démarche s'associe une reconnaissance croissante de la nécessité d'assurer la coordination entre la protection sociale et les secteurs productifs. Cependant, on a accordé peu d'attention, jusqu'à présent, à la relation bidirectionnelle entre la protection sociale et la petite agriculture, ainsi qu'à la manière dont ce lien pouvait améliorer les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu rural. Or, dans la pratique, les interventions portant sur la protection sociale et la petite agriculture peuvent se recouper car elles concernent souvent les mêmes zones géographiques et ciblent les mêmes ménages dans de nombreuses régions d'Afrique.

Conformément à son Cadre stratégique, la FAO renforcera considérablement son aide aux pays africains en tissant des liens et en favorisant une cohérence plus grande entre les politiques et des synergies plus nombreuses entre la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement agricole et la lutte contre la pauvreté rurale. L'Organisation et ses partenaires ont accompli certains progrès pour ce qui est de produire des éléments attestant les liens entre la protection sociale et l'agriculture en Afrique, d'engager un dialogue sur les politiques en la matière et d'appuyer les programmes de protection sociale.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*



mj681f

Lors du prochain exercice biennal, la FAO continuera d'aider les pays à concevoir des cadres régionaux et nationaux relatifs aux politiques qui soient cohérents, en vue de renforcer la coordination entre la protection sociale, l'agriculture et les autres politiques connexes (par exemple, stratégies de réduction de la pauvreté, interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition) et de l'inscrire dans une approche systémique plus large de la protection sociale qui encourage la coordination et l'harmonisation entre les secteurs et les politiques. L'objectif final est de s'attaquer plus efficacement aux différents aspects de la vulnérabilité des ménages.

Cet appui consistera à trouver de nouveaux éléments attestant les liens entre la protection sociale et l'agriculture, à mettre au point des outils analytiques et stratégiques, à faciliter le dialogue sur les politiques entre les gouvernements, la société civile, les partenaires fournisseurs de ressources et les organismes de développement, à prêter des avis quant aux actions à mener et à contribuer au renforcement des capacités qui y sont nécessaires.

### **Questions portées à l'attention de la Conférence régionale**

La Conférence régionale est invitée à prêter des avis sur les points suivants:

- i. Les liens entre la protection sociale et les politiques de développement rural, notamment agricoles, peuvent donner lieu à des synergies dont on peut tirer parti pour favoriser la résilience et la durabilité des ressources naturelles et des moyens d'existence des ruraux;
- ii. La recherche de synergies pourrait faire partie intégrante de la mise en œuvre de stratégies et politiques au service d'un développement rural durable et pérenne, qui allierait protection sociale et agriculture;
- iii. Pour contribuer au mieux au développement rural, la protection sociale doit être complétée par d'autres politiques/interventions dans des secteurs associés comme la santé, l'éducation, les infrastructures, les institutions et les services ruraux au sein d'un cadre constitué par les politiques et les stratégies. Il conviendrait d'intégrer de façon systématique la protection sociale dans les plans d'investissement et les autres plans/politiques connexes du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) aux niveaux régional, sous-régional et national;
- iv. Les mesures stratégiques destinées à promouvoir la protection sociale dans les processus du PDDAA et les politiques qui s'y rapportent nécessitent que des partenariats soient conclus entre les gouvernements, les bénéficiaires, la FAO, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les communautés économiques régionales (CER), les organisations de développement, les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile et les autres grands acteurs nationaux et internationaux des secteurs de la protection sociale et de l'agriculture.

## LA PROTECTION SOCIALE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

### I. Introduction

1. Depuis 2004, les États membres de l'Union africaine estiment de plus en plus que la protection sociale est une stratégie essentielle à la réduction de la pauvreté, à la concrétisation de la sécurité alimentaire et à l'amélioration du développement social. Ils se sont engagés à respecter la Déclaration et le Plan d'action de Ouagadougou, qui visent à renforcer les programmes de protection sociale, à élargir leur couverture et à améliorer leur efficacité, en particulier pour les plus pauvres, les plus vulnérables et les personnes exclues (Union africaine, 2008). Ils se sont également engagés dans le cadre des Appels à l'action de Livingstone (2006) et de Yaoundé (2010) sur la protection sociale, des accords conclus à la réunion régionale de l'Organisation internationale du travail (OIT) tenue à Addis-Abeba en 2007, et des recommandations découlant des réunions régionales de 2008 sur les investissements dans la protection sociale en Afrique. Ces engagements ont abouti à l'élaboration d'un cadre relatif aux politiques sociales pour l'Afrique (Union africaine, 2008). Nombre des accords susmentionnés, auxquels se sont ajoutés plus récemment le Partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du PDDAA et les conclusions de la trente-neuvième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), appellent à davantage de coordination entre la protection sociale et les secteurs productifs, en particulier l'agriculture.

2. La plupart des pays d'Afrique australe sont dotés de systèmes nationaux de protection sociale financés par des ressources intérieures, y compris des pensions non contributives à destination des personnes âgées et des subventions en faveur des enfants de ménages pauvres. Les pays du reste de l'Afrique subsaharienne se sont concentrés essentiellement sur les transferts monétaires au profit de groupes vulnérables, notamment les personnes vivant dans la pauvreté extrême et le dénuement, les orphelins et les enfants vulnérables. Il peut s'agir de transferts monétaires sans condition ou de programmes de rémunération en espèces du travail. Certains de ces programmes revêtent déjà une dimension nationale, comme le Programme de protection sociale fondé sur les activités productives en Éthiopie, tandis que d'autres sont en passe de s'élever à l'échelon national. C'est notamment le cas du Programme de transferts monétaires en faveur des orphelins et des enfants vulnérables (CT-OVC) au Kenya, du Programme de transferts monétaires à vocation sociale (SCT) en Zambie et du Programme d'autonomisation des moyens d'existence contre la pauvreté (LEAP) au Ghana. D'autres, parmi lesquels le Programme de transferts monétaires harmonisés à vocation sociale au Zimbabwe, sont en phase pilote. Bien que ces programmes soient financés essentiellement par des donateurs, certains (CT-OVC et LEAP, par exemple) bénéficient de plus en plus de ressources intérieures, et ils sont tous mis en œuvre par les gouvernements nationaux. L'Afrique subsaharienne bénéficie de longue date de programmes temporaires de protection sociale axés sur l'aide alimentaire, la lutte contre l'insécurité alimentaire et les secours en cas de famine ou de catastrophe.

3. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, une majorité de bénéficiaires de programmes de protection sociale sont des ménages qui subsistent grâce à l'agriculture et vivent en milieu rural. Il s'agit généralement de personnes pratiquant une agriculture de subsistance ou de petits producteurs vulnérables. Les politiques relatives à la protection sociale et à l'agriculture sont considérées comme des éléments importants des stratégies de lutte contre la pauvreté. Cependant, dans la pratique, on a accordé peu d'importance aux interactions entre ces deux secteurs et à leur incidence sur la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes qui s'y rapportent. Les interventions portant sur la protection sociale et la petite agriculture concernent souvent les mêmes zones géographiques et ciblent les mêmes ménages, ce qui peut être source de synergies et de complémentarités permettant de renforcer les moyens d'existence

des ménages ruraux pauvres. L'absence d'approche coordonnée ne permet pas d'exploiter la possibilité d'associer la protection sociale à une stratégie de développement agricole et rural plus large destinée à lutter contre la pauvreté et à concrétiser la sécurité alimentaire. Elle peut même aboutir, dans le pire des cas, à des politiques et programmes inconciliables. Comme le reconnaissent le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale dans l'approche systémique qu'ils préconisent en matière de protection sociale, il convient aussi d'améliorer la coordination entre la protection sociale et d'autres secteurs comme la santé, l'éducation, les infrastructures et les services ruraux.

4. De plus, bien que la protection sociale soit un outil de développement de plus en plus prisé en Afrique subsaharienne, à l'exception de l'Afrique australe, les programmes de protection sociale mis en œuvre dans la région dépendent en grande partie de sources de financement extérieures et les capacités disponibles pour les concevoir et les mettre en place sont relativement faibles. À l'inverse, en Asie et en Amérique latine, où les pays disposent d'une expérience plus vaste en matière de conception et de mise en œuvre de programmes de protection sociale – en coordination avec d'autres secteurs –, les programmes de ce type bénéficient de fonds substantiels issus de sources intérieures et les capacités institutionnelles sont plus importantes.

## **II. Protection sociale, sécurité alimentaire, agriculture et développement rural**

5. En Afrique, les petits agriculteurs représentent près des trois quarts de la population active rurale et plus de 60 pour cent des femmes sont employées dans le secteur agricole. La plupart des ménages produisent une part importante des aliments qu'ils consomment. L'agriculture de subsistance joue donc le rôle d'un mécanisme de protection contre l'insécurité alimentaire. L'accroissement et la stabilisation de la production intérieure de denrées alimentaires sont essentiels à la sécurité alimentaire. À cet égard, il est nécessaire d'améliorer la productivité, la rentabilité et la durabilité de la petite agriculture. Les activités de production et de consommation des ménages concernés sont liées par des marchés qui sont dysfonctionnels, voire inexistantes. Les conséquences s'en ressentent en matière de crédit, d'assurance, de main-d'œuvre et d'intrants, ce qui a une incidence sur les décisions que prennent les ménages ruraux dans les domaines de l'investissement, de la production, de la répartition du travail et de la prise de risque.

6. Les ménages ruraux pauvres dont les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dépendent essentiellement de l'agriculture sont souvent contraints par un accès limité aux ressources et une productivité agricole faible. Ils participent généralement à des marchés qui fonctionnent mal et sont exposés fréquemment à divers risques et chocs naturels ou d'origine humaine, qui menacent leurs moyens d'existence (Dorward *et al.*, 2006; Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, 2012). Ils sont souvent peu à même de faire face à ces chocs. Historiquement, les réseaux sociaux informels et fondés sur la réciprocité qui fonctionnaient au niveau communautaire constituaient la première ligne de défense pour les ménages les plus pauvres, qui pouvaient ainsi gérer les risques et les chocs. Cependant, ces réseaux familiaux et communautaires sont aujourd'hui sous tension et, dans de nombreux cas, submergés par la pandémie de VIH, les chocs extérieurs à répétition et la modernisation de l'économie. À défaut d'assurance formelle ou informelle ou d'autres arrangements de partage des risques, les familles rurales pauvres peuvent se trouver dans l'obligation de recourir à des moyens qui les rendent plus vulnérables encore. Elles peuvent, par exemple, vendre leurs avoirs productifs, se tourner vers des cultures moins risquées mais à rendement plus faible, ou retirer leurs enfants de l'école pour les faire travailler afin qu'ils apportent un revenu. Ces démarches, vouées à satisfaire un besoin à court terme, érodent leur capacité future de générer des revenus.

7. Les politiques relatives à la protection sociale visent à réduire les risques sociaux et économiques, la vulnérabilité, les inégalités, la pauvreté extrême et la privation, compte tenu des différents risques et difficultés rencontrés tout au long de la vie. Par ailleurs, s'ils sont réguliers et fiables, les instruments de protection sociale allègent les contraintes imputables au mauvais fonctionnement des marchés. Ainsi, les ménages sont en mesure de mieux gérer les risques et d'adopter des moyens d'existence et des activités agricoles plus rentables. Si ces instruments ciblent les femmes, ils les autonomisent, tout en améliorant le bien-être des ménages car les femmes accordent la priorité à l'alimentation et la nutrition des membres les plus vulnérables de leur famille ainsi qu'à l'éducation et au bien-être de leurs enfants (Yoong *et al.*, 2002). Les transferts monétaires à vocation sociale qui ciblent les femmes peuvent transformer de façon positive les relations de pouvoir au sein du ménage, en donnant à celles-ci un rôle plus actif non seulement dans les processus de décision qui concernent leur foyer mais aussi, progressivement, dans la communauté, et en accroissant leur pouvoir de négociation et en améliorant leur statut social (Devereux).

8. La protection sociale peut prendre des formes extrêmement diverses, des transferts monétaires aux repas scolaires, en passant par les travaux publics. Les politiques destinées à stimuler la production agricole, comme les subventions pour les moyens de production, peuvent aussi avoir une fonction de protection sociale dans la mesure, par exemple, où elles aident à réduire la sensibilité des ménages de petits exploitants à l'instabilité des prix. Lorsqu'elles visent les plus pauvres et les plus vulnérables, on peut même les considérer comme des interventions de protection sociale à part entière.

9. Les mesures et les politiques de protection sociale peuvent servir à solidifier les liens entre les politiques et initiatives humanitaires et de développement, qui concourent ensemble à renforcer les mesures de prévention et d'atténuation des effets éventuels des catastrophes et des crises qui menacent les systèmes alimentaires et agricoles. Après un choc ou pendant une crise, l'aide humanitaire peut s'appuyer sur les systèmes de protection sociale en place afin de développer les structures et les mesures existantes qui visent à la transférer. Elle permet ainsi de protéger ou de reconstituer les moyens d'existence des plus vulnérables. Si les systèmes de protection sociale sont insuffisants, voire inexistant, une aide extérieure peut être fournie directement, en nature ou sous la forme d'un transfert monétaire pour l'achat d'intrants agricoles de base.

10. Il est peu probable que la protection sociale suffise à libérer durablement les ménages ruraux de la pauvreté, d'où la nécessité de mettre en place des programmes complémentaires axés sur la création de revenus. Les politiques et programmes agricoles peuvent compléter la protection sociale étant donné qu'elles sont à même de réduire les risques et la vulnérabilité en augmentant la production, les revenus, l'accès direct aux denrées alimentaires et le bien-être des ménages. En outre, les politiques agricoles modifient les effets productifs de la protection sociale en faisant varier les retours sur investissement dans le secteur agricole.

11. La protection sociale doit donc aller de pair avec des politiques de développement agricole et rural qui aident à renforcer la résilience, à accroître la productivité et à gérer les ressources de façon durable. Elle peut compléter utilement des mesures plus larges dans le domaine du développement rural, y compris une stratégie de croissance en faveur des pauvres qui soit axée sur l'agriculture.

### III. Le rôle de la FAO en matière de protection sociale dans le secteur de l'agriculture

12. La FAO considère les interventions de protection sociale comme un élément essentiel des mesures à court et long termes visant à réduire la faim et la pauvreté. Les deux démarches sont nécessaires. Tout d'abord, elles aident les ménages à se libérer de la malnutrition en leur offrant un accès direct à des denrées alimentaires ou en leur donnant les moyens d'en acheter. Par ailleurs, elles permettent d'augmenter la croissance de la productivité agricole, d'améliorer les moyens de subsistance et la nutrition, et de promouvoir l'inclusion sociale.

13. Dans son Cadre stratégique renouvelé, approuvé par la Conférence en juin 2013, la FAO reconnaît que la protection sociale est essentielle à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté rurale. En collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires de développement, elle appuie les initiatives en la matière en se fondant sur son expertise et son avantage comparatif, qui réside dans l'interface entre la protection sociale et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement agricole et rural.

14. La protection sociale joue cinq rôles fondamentaux dans le contexte du Cadre stratégique renouvelé: a) soutenir les revenus de façon directe, ce qui a des effets immédiats en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté aux niveaux des individus et des ménages; b) aider les ménages ruraux, notamment agricoles, à surmonter leurs contraintes en termes de liquidités et à mieux gérer les risques; c) améliorer la quantité et la qualité du capital humain, ce qui permet d'accroître la productivité et l'employabilité de la main-d'œuvre; d) stimuler le développement économique local et, partant, la production agricole, l'emploi et la lutte contre la pauvreté en milieu rural; e) encourager les efforts au profit d'une gestion plus durable des ressources naturelles et de moyens d'existence résilients<sup>1</sup>.

15. La FAO s'est engagée à renforcer de façon significative ses travaux et ses capacités afin de pouvoir mieux aider les gouvernements, les initiatives régionales et les partenaires d'Afrique subsaharienne à relever le défi que constituent l'élaboration et la mise en œuvre de la palette idéale de mesures qui permettront à la protection sociale de remplir ses cinq rôles. Par conséquent, l'Organisation s'est engagée à renforcer considérablement son aide aux pays concernés afin de leur permettre de tisser des liens et de promouvoir une cohérence plus grande entre les politiques et des synergies plus nombreuses entre la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement agricole et la lutte contre la pauvreté rurale. Les cinq rôles de la protection sociale forment le cadre au sein duquel la FAO, en collaboration avec les partenaires pertinents aux niveaux international, régional et national, mènera ses activités en matière de protection sociale, conformément à ses fonctions essentielles et compte tenu de ses avantages comparatifs.

#### *Activités de la FAO en cours en Afrique*

16. La FAO est engagée dans plusieurs activités en cours dans la région Afrique, au titre desquelles elle prête un appui direct à des programmes de protection sociale dans le cadre des politiques et programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire. En voici quelques exemples:

- a) aide au gouvernement nigérien dans la conception et la mise en œuvre du programme pour l'éradication de la faim dans le contexte de l'Initiative 3N («Les Nigériens nourrissent les Nigériens»), qui associe un programme global de protection sociale,

---

<sup>1</sup> Document CL 148/12 – Activités de la FAO dans le domaine de la protection sociale.  
<http://www.fao.org/docrep/meeting/029/mi557F.pdf>

un plan d'investissements agricoles et un programme d'autonomisation ciblant les femmes des zones rurales;

### **Initiative 3N et protection sociale au Niger**

L'Initiative multipartite 3N est en plein essor, comme en témoigne le nombre de partenaires qui y sont associés. Par conséquent, la mise en œuvre efficace du plan d'investissement nécessite que les organes gouvernementaux et les partenaires de développement concluent des partenariats solides et coordonnent leurs efforts afin de réduire les inégalités ainsi que la faim et la malnutrition dans le pays. Afin d'obtenir les résultats escomptés, il convient de renforcer le nouveau cadre institutionnel et le mécanisme de gouvernance établi dans le but de diriger ce processus. Le gouvernement nigérien insiste sur le fait qu'il est nécessaire de faciliter le dialogue de haut niveau afin de transcrire les engagements politiques existants sous la forme de mesures concrètes. À cet effet, il a créé une haute commission pour le 3N sous l'égide du Président.

Aux fins de ce processus de transformation, il a sollicité l'assistance technique de la FAO en vue de «rendre l'Initiative 3N opérationnelle». En réponse à cette demande, et dans le cadre du Partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025, la FAO a commencé à prêter un appui en décembre 2012 afin de faciliter les processus institutionnels.

Les principaux résultats obtenus jusqu'à présent sont les suivants: i) sensibilisation des partenaires nationaux à la nécessité de renforcer les mécanismes de coordination et les partenariats existants aux niveaux national et décentralisé afin de conduire progressivement à une vision commune des actions à mener, en mettant l'accent sur l'équité, les synergies et la complémentarité; ii) accord quant à l'opérationnalisation de l'Initiative 3N par le truchement de l'approche Faim Zéro en mettant en œuvre simultanément un train d'interventions relatives à l'agriculture, à la protection sociale, à la nutrition et aux aspects socioéconomiques et en ciblant les mêmes zones/communes grâce à un financement fiable et une adaptation claire des mécanismes de gouvernance, y compris la participation cruciale des organisations de la société civile; iii) coordination entre la protection sociale et l'agriculture sous la forme d'une composante faisant partie intégrante des interventions réalisées dans le cadre du programme 3N aux niveaux décentralisés. On consolidera ces réalisations moyennant la mise en œuvre de l'initiative régionale de la FAO relative au Partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du PDDAA.

- a) en partenariat avec le PAM et l'UNICEF, appui à la conception et à la mise en œuvre de la stratégie de résilience en Somalie, y compris la direction de la coopération technique pour le programme de rémunération en espèces du travail;
- b) appui technique au Programme de protection sociale fondé sur des activités productives et au Programme d'acquisition d'actifs pour les ménages, éléments essentiels du programme éthiopien relatif à la sécurité alimentaire qui cible les ménages ruraux souffrant d'une insécurité alimentaire chronique;
- c) en collaboration avec le PAM, aide à cinq pays africains pour ce qui est d'associer la petite agriculture à l'approvisionnement des programmes de repas scolaires, facilitée par l'intermédiaire de la collaboration FAO-Brésil en faveur de la coopération Sud-Sud (PAA Afrique);
- d) appui à la formulation des plans nationaux d'investissement dans le secteur agricole en Gambie et en Sierra Leone, qui englobe notamment l'élaboration de feuilles de

route dans le contexte du PDDAA, et appui au Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire afin que les engagements pris au sommet de L'Aquila soient respectés;

- e) aide à la conception et à la mise en œuvre de programmes de protection sociale étroitement liés à l'avantage comparatif de la FAO, comme des programmes de rémunération en espèces du travail fortement axés sur l'agriculture, ou des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes et les adultes.

### **De la protection à la production**

Le projet De la protection à la production (PtoP) illustre parfaitement le rôle de la FAO dans la production de connaissances, les avis stratégiques et le dialogue sur les politiques. Il montre comment les interventions de protection sociale peuvent contribuer à la réduction durable de la pauvreté et à une croissance économique pérenne aux niveaux des ménages et des communautés. Il permet d'analyser les effets des programmes de transferts monétaires sur les décisions économiques des ménages qui constituent l'économie locale et la dynamique communautaire en utilisant une approche méthodologique mixte. Il s'agit de combiner l'analyse économétrique des données issues des évaluations d'impact, les modèles d'équilibre général relatifs aux évaluations d'impact à l'échelle de l'économie locale (LEWIE) et des méthodes qualitatives. Le projet PtoP, mis en œuvre conjointement avec l'UNICEF et grâce à l'appui du Département britannique pour le développement international et de l'Union européenne, s'appuie sur les évaluations d'impact qui portent actuellement sur les programmes de protection sociale menés par les gouvernements de sept pays (Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Zambie et Zimbabwe). Outre la réalisation d'analyses, de publications et de notes d'orientation à destination de la communauté mondiale du développement, le projet a une incidence directe sur le débat relatif aux politiques dans chacun des sept pays moyennant sa collaboration avec le gouvernement concerné et l'UNICEF. L'axe suivi par la FAO complète l'appui opérationnel et l'aide à la recherche apportés par d'autres organisations des Nations Unies, notamment l'UNICEF, et l'analyse réalisée par la Banque mondiale a alimenté les discussions sur la conception de programmes, les interventions complémentaires qui permettront, à l'avenir, de maximiser les effets économiques, ainsi que les débats plus larges relatifs aux politiques sur les liens entre les programmes de protection sociale et les initiatives de développement rural. En septembre 2013, la FAO et l'UNICEF ont organisé un atelier régional à Accra, auquel ont participé des fonctionnaires des ministères de l'agriculture, de l'action sociale et des finances de huit pays d'Afrique subsaharienne, l'Union africaine, le NEPAD, le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque mondiale et la société civile. Cet atelier a été l'occasion de sensibiliser les participants aux interconnexions entre la protection sociale et l'agriculture, et de réfléchir aux questions stratégiques et institutionnelles ayant trait au renforcement de la coordination entre ces secteurs.

## **IV. Appui aux activités prévues en matière de protection sociale en Afrique**

17. Les activités de la FAO en matière de protection sociale en Afrique consisteront essentiellement à aider les gouvernements et d'autres partenaires à élaborer et à améliorer leurs politiques et programmes, à maximiser les synergies entre les politiques relatives à la protection sociale et celles afférentes à l'agriculture, et à formuler une stratégie coordonnée en faveur du développement rural. Il s'agit de produire des connaissances pratiques, de mettre au point et de partager des outils d'analyse des politiques, de prêter des avis sur les politiques et d'appuyer la mise en œuvre de programmes, de faciliter et d'engager un dialogue sur les politiques entre les



parties intéressées et de renforcer les capacités humaines et institutionnelles afin de gérer les processus d'orientation de façon plus cohérente.

18. *Produire des connaissances pratiques sur les liens entre la protection sociale, l'agriculture et la sécurité alimentaire*

19. La FAO favorisera la production accrue de connaissances pratiques sur les liens entre la protection sociale, l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique. Ces connaissances étayeront les processus décisionnels afférents à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des initiatives, politiques et programmes régionaux et nationaux en Afrique. Plus particulièrement, il s'agira:

- de comparer, au sein des pays et entre les pays, les effets ventilés par sexe des transferts monétaires et des autres interventions de protection sociale sur:
  - les stratégies des ménages en matière de création de revenus, y compris la production agricole, les investissements productifs (par exemple, matériel agricole, élevage), l'accès au crédit, la répartition du travail au sein des ménages et la participation à des réseaux sociaux qui jouent un rôle important dans la gestion informelle des risques;
  - la consommation de denrées alimentaires, la diversité des régimes alimentaires et les résultats nutritionnels;
  - la gestion durable des pêches, des forêts et des autres ressources naturelles et l'adhésion aux technologies agricoles de façon à mieux s'adapter aux défis associés au changement climatique;
- de comparer, au sein des pays et entre les pays, les effets ventilés par sexe des transferts monétaires et des autres interventions de protection sociale sur l'autonomisation économique des femmes;
- de comparer les effets de divers scénarios en matière de politiques relatives à la protection sociale et à l'agriculture sur la pauvreté et la sécurité alimentaire dans plusieurs pays africains;
- de tirer des enseignements sur les mécanismes institutionnels au service de la collaboration et de la coordination entre la protection sociale et l'agriculture;
- d'affiner la compréhension du rôle que jouent les interventions agricoles en matière de protection sociale en se fondant sur l'analyse de l'impact dans les domaines de la gestion des risques, de l'accumulation de capital humain et des multiplicateurs applicables à l'économie locale.

20. Pour ce faire, la FAO et ses partenaires achèveront les évaluations d'impact qui sont en cours dans sept pays d'Afrique subsaharienne. Par ailleurs, l'Organisation étendra les travaux à d'autres pays africains en exploitant les séries de données actuelles et futures (par exemple, nouvelles enquêtes sur la mesure du niveau de vie des ménages et études intégrées auprès des ménages agricoles) et en prenant part aux activités de collecte de données réalisées par des partenaires. Pour obtenir les connaissances voulues, la FAO aura recours à une palette de travaux analytiques et, si possible, à des partenariats avec des instituts de recherche nationaux, et prêtera un appui technique si nécessaire.

21. La FAO et ses partenaires termineront aussi les activités de création de savoirs entreprises dans le cadre de l'Initiative programmatique régionale au titre de l'OS 3 au Ghana, qui a permis de tester une approche intégrée en ce qui concerne la programmation du développement de la petite agriculture en complétant les interventions de protection sociale grâce au développement de la chaîne de valeur du manioc. À cette programmation intégrée est associée une collecte de données, qui alimenteront des scénarios stratégiques *ex ante* destinés à étayer le processus d'amélioration.

22. *Élaboration et mise en œuvre d'outils analytiques et stratégiques visant à étayer la conception et à évaluer l'efficacité des systèmes de protection sociale au service de la réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle*

23. La FAO se concentrera sur la mise au point d'outils améliorés en matière d'analyses et de politiques, qui permettront de produire des connaissances dans d'autres domaines revêtant une importance du point de vue de la protection sociale, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique. Ainsi, elle formulera un cadre conceptuel et des directives relatifs à l'analyse des politiques et à l'approche par les chaînes de valeur dans le domaine de la protection sociale au niveau local, en s'appuyant sur l'expérience de l'initiative régionale pilote mise en œuvre au Ghana. En outre, on concevra une version adaptée du modèle LEWIE, qui permettra de simuler les effets *ex ante* de différents scénarios envisageables dans le cadre des politiques sur la protection sociale et l'agriculture en ce qui concerne la production des ménages, l'action sociale et la sécurité alimentaire dans l'économie locale et nationale pour plusieurs pays africains. En outre, on mettra à disposition des directives actualisées relatives à la collecte et à l'analyse de données quantitatives et qualitatives.

24. On élaborera un cadre – adapté aux différentes situations rencontrées en Afrique – décrivant les possibilités offertes pour ce qui est de renforcer la coordination entre les systèmes de protection sociale et les politiques et programmes agricoles aux niveaux national et infranational. La FAO et ses partenaires s'acquitteront de cette tâche en étroite concertation avec les parties prenantes nationales. Le cadre devrait permettre aux organismes partenaires d'aboutir à une vision commune quant à la manière de renforcer la coordination entre la protection sociale et l'agriculture et, partant, de fournir un appui cohérent aux politiques en la matière.

25. *Appui amélioré aux politiques et vulgarisation de la programmation*

26. La FAO continuera d'aider les processus et initiatives régionaux et nationaux relatifs aux politiques à renforcer la coordination entre la protection sociale et l'agriculture. Aux niveaux régional et sous-régional, il s'agira notamment du PDDAA et de son cadre de résultats, du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, de l'Alliance globale pour l'initiative Résilience (AGIR), de l'Appui à la résilience dans la Corne de l'Afrique (SHARE) et du Partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025. Au niveau des pays, la FAO appuiera les programmes et politiques nationaux de protection sociale et les projets nationaux d'innovation dans le secteur agricole, ainsi que les programmes de résilience interorganisations. Pour ce faire, elle continuera d'améliorer les politiques et programmes au service de l'agriculture et du développement rural et à produire des éléments attestant les liens entre la protection sociale et l'agriculture, facilitera le dialogue entre les gouvernements, la société civile, les partenaires fournisseurs de ressources et les organismes de développement, et contribuera au renforcement des capacités en la matière.

27. De plus, la FAO, en collaboration avec des représentants des gouvernements africains, des organismes de développement et d'autres partenaires, s'engagera dans un dialogue sur les politiques au niveau régional et dans certains pays. Ce dialogue prendra notamment la forme de consultations régionales avec des représentants de ministères essentiels, notamment ceux chargés de l'action sociale, de l'agriculture et des finances, de gouvernements locaux mais aussi de la société civile, d'organismes de développement et de donateurs afin de construire une vision commune des moyens permettant de renforcer la coordination entre la protection sociale et l'agriculture et de recenser les axes stratégiques d'amélioration de la coordination. On complètera ces consultations par des avis fondés sur des éléments concrets au sujet des processus nationaux relatifs aux politiques et à la programmation.

28. Au niveau régional, la FAO et ses partenaires appuieront un processus relatif aux politiques en faveur de la protection sociale et de l'agriculture. Il s'agira notamment de sensibiliser les responsables politiques aux liens qui unissent la protection sociale et l'agriculture, et à prêter des avis stratégiques sur la manière dont on peut renforcer la coordination entre ces deux domaines. Au dialogue sur les politiques s'ajouteront des mesures de diffusion et de plaidoyer à l'intention des acteurs, étatiques ou non, participant à la protection sociale et à la formulation de politiques relatives à l'agriculture et au développement rural.

29. Par ailleurs, la FAO aidera à la conception et à la mise en œuvre de mesures de protection sociale au service de la promotion des moyens d'existence des ruraux. Dans ce domaine de travail, elle prêtera un appui stratégique et technique à l'élaboration et à la mise au point de stratégies et de systèmes intégrés de protection sociale, contribuera à la coordination multisectorielle et à la gouvernance de la protection sociale et de la sécurité alimentaire au profit des parties prenantes agricoles, et participera à une vulgarisation à caractère associatif des programmes de protection sociale moyennant le renforcement des institutions et organisations locales formelles et informelles, et la promotion des liens avec les institutions de protection sociale existantes. On élaborera des approches intégrées de la protection sociale qui seront appliquées dans certains pays africains afin de protéger et de promouvoir les moyens d'existence des ruraux.

30. *Renforcement des capacités au service de la conception et de l'analyse de politiques et programmes relatifs à la protection sociale et à l'agriculture*

31. La FAO fera en sorte que le personnel travaillant sur la protection sociale et l'agriculture en son sein, ainsi que dans des organismes gouvernementaux et chez des partenaires de développement, comprenne mieux les liens et les synergies possibles entre ces deux domaines et ait accès aux documents d'orientation qui s'y rapportent. Une meilleure compréhension de ces liens et synergies permettra de renforcer la pertinence et l'efficacité de la contribution du personnel aux politiques et processus de programmation nationaux, y compris la prestation d'avis stratégiques y afférents.

## V. Pour en savoir plus

- American Institutes for Research (AIR) (2013). *Zambia's Child Grant Program: 24-month impact report*. Washington
- Asfaw, S., Davis, B., Dewbre, J., Federighi, G., Handa, S. et Winters, P. (2012). *The Impact of the Kenya CT-OVC Programme on Productive Activities and Labour Allocation*. Document élaboré pour le projet From Protection to Production. Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- Banque mondiale (2006). *Rapport sur le développement dans le monde 2007: Développement et générations futures*. Washington: Oxford University Press.
- Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*. Washington, Oxford University Press.
- Comité de la sécurité alimentaire mondiale (2013). *Rapport de la trente-neuvième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)*. Rome
- Covarrubias, K., Davis, B et Winters, O. (2012). From protection to production: Productive impacts of the Malawi social cash transfer scheme. *Journal of Development Effectiveness* 4(1): 50-77
- Devereux, S. et Sabates-Wheeler, R. (2004). *Transformative social protection* Brighton. Institute of Development Studies
- Dorward, A., Sabates-Wheeler, R., MacAuslan, I., Buckley, C., Kydd, J. et Chirwa, E. (2006). *Promoting agriculture for social protection or social protection for agriculture: Policy and research issues*. Future Agriculture Research Paper 002. Brighton. Université du Sussex

- Gilligan, D. O., Hoddinott, J. et Taffesse, A.S (2009). The impact of Ethiopia's productive safety net programme and its linkages. *The Journal of Development Studies* **45**(10): 1684-1706
- Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (2012). *La protection sociale au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome. FAO.
- Hart, G. (1998). Regional linkages in the era of liberalization: A critique of the New Agrarian optimism. *Development and Change* **29**(1): 27-54
- IEG (Independent Evaluation Group) (2011a). *Evidence and lessons learned from impact evaluations on social safety nets*. Washington: Banque mondiale.
- IEG (Independent Evaluation Group) (2011b). *Impact evaluations in agriculture: An assessment of the evidence*. Washington: Banque mondiale.
- Kagin, J., Taylor, JE, Alfani, F. et Davis, B. (2013). Local Economy-wide Impact Evaluation (LEWIE) of Ethiopia's Social Cash Transfer Pilot Programme. Draft PtoP project report, FAO et Banque mondiale.
- OPM (2013). Qualitative Research and Analyses of the Economic Impact of Cash Transfer Programmes in Sub Saharan Africa. Kenya Country Case Study Report, PtoP project report, FAO.
- Ravallion, M., Chen, S. et Sangraula, P. (2007). *New evidence on the urbanization of global poverty*. Note d'information pour le Rapport sur le développement dans le monde 2008. Washington: Banque mondiale.
- Robalino, D., Rawlings, L., et Walker, I. (2012) *Building Social Protection and Labour Systems*. Social Protection & Labor Discussion Paper No. 1202. Washington: Banque mondiale.
- Souza, D. et Chmielewska, D. (2011). Public Support to Food Security in India, Brazil and South Africa: Elements for a Policy Dialogue. IPC-IG Working Paper 80. Brasilia, International Policy Centre for Inclusive Growth
- Tirivayi, N., Davis, B. et Knowles, M. (2013). *The Interaction between Social Protection and Agriculture: A Review of Evidence*. FAO, Rome.
- UNICEF (2012). *Social Protection Strategic Framework*, UNICEF (New York).
- UNICEF et Banque mondiale (2013). *Common Ground: UNICEF and World Bank Approaches to Building Social Protection Systems*. UNICEF (New York) et Banque mondiale (Washington)
- Union africaine (2008). *Social policy framework for Africa*. Première session de la Conférence des ministres de l'Union africaine chargés du développement social. 27-31 octobre 2008. Windhoek (Namibie)
- Yoong, J., Rabinovich, L. et Diepeveen, S. (2012). *The impact of economic resource transfers to women versus men: a systematic review*. Rapport technique. Londres: E, EPPI-Centre, Social Science Research Unit, Institute of Education, Université de Londres.